d'agents polluants sont dangereux et comment contrôler ces gaz et ces substances nocifs. Il ne devrait pas en être ainsi, d'après moi.

Après tout, de grosses sommes sont consacrées à la recherche dans les universités et ailleurs, et nous devrions pouvoir établir notre propre matériel grâce aux documents scientifiques publiés par les universités. Nous nous trouverions sur le même pied que les compagnies face aux nouveaux produits. Je ne crois pas que nous l'ayons fait, bien que cela s'inscrive clairement dans le cadre de nos responsabilités, et je le dis sur la foi des rapports que nous recevons du ministère. Je soutiens que nous ne devançons pas les événements dans ce domaine. Nous suivons toujours, nous sommes toujours en arrière, et les rapports que je lis sont si prudents et bureaucratiques qu'ils ne disent vraiment pas grand-chose.

Ce ne serait pas une mauvaise idée que le ministre accepte cet amendement. Je ne crois pas qu'elle tienne à tout prix à cette mesure législative, bien que certains fonctionnaires de son ministère y tiennent, eux, j'en suis certain. Je suis sûr qu'elle conviendrait que le domaine que nous étudions est très important. Qui plus est, c'est un domaine sur lequel personne ne connaît vraiment grand-chose. Il est certes raisonnable de demander que la question soit renvoyée à un comité—je n'ai pas d'objection à adopter le bill non plus. Mais il y a la question de la pollution, et l'établissement de normes acceptables pour garantir la pureté de nos eaux et de notre air doit retenir toute notre attention.

En signalant qu'il est 4 heures, je répète que quand des jeunes m'écrivent pour me dire qu'ils n'auront probablement pas d'avenir parce que je ne fais rien au sujet d'un problème particulier qu'ils m'exposent et dont leurs professeurs leur ont parlé, je crois qu'il est temps de faire plus que de considérer l'aspect technique ou bureaucratique du bill à l'étude. Il est temps d'examiner toute la question. Puis-je signaler qu'il est 4 heures?

L'Orateur suppléant (M. Penner): Comme il est 4 heures, la Chambre passe maintenant à l'étude des initiatives parlementaires inscrites au *Feuilleton* d'aujourd'hui, à savoir les bills publics, les avis de motion et les bills privés...

M. Lefebvre: Je crois que Votre Honneur verra qu'on est généralement d'accord pour étudier le bill C-218.

INITIATIVES PARLEMENTAIRES—BILLS PUBLICS

[Traduction]

LA LOI SUR LA COMMISSION D'EMPLOI DES INDIENS ET DES ESQUIMAUX

MESURE PRÉVOYANT UN PROGRAMME D'URGENCE DE LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE CHEZ LES AUTOCHTONES

M. Ian Watson (Laprairie) propose: Que le bill C-218, tendant à prévoir la création d'une commission d'emploi des Indiens et des Esquimaux, soit lu pour la 2^e fois et renvoyé au comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien.

Commission d'emploi des Indiens et des Esquimaux—Loi

• (1600)

—Monsieur l'Orateur, le bill propose la création d'une commission d'emploi des Indiens et des Esquimaux qui permette de résoudre plus efficacement un problème dont les députés sont conscients. Je veux parler du taux de chômage extrêmement élevé parmi la population masculine adulte indienne et, à un moindre degré, parmi la population masculine adulte esquimaude.

Ce taux de chômage ou de sous-emploi est de l'ordre de 50 p. 100 depuis tout le temps que je siége à la Chambre, voilà près de 12 années maintenant. J'ai à la main une lettre que j'adressais en 1965 à l'honorable John Nicholson, alors ministre des Affaires indiennes, et dans laquelle je proposais une solution au moins partielle à ce problème.

Je soutenais alors qu'en faisant se réunir les représentants du peuple Indien, des industries à l'œuvre dans le Nord, des syndicats comptant des membres dans le Nord, ainsi que des divers gouvernements et ministères gouvernementaux intéressés à l'emploi des Indiens, et notamment ceux des Affaires indiennes, de la Main-d'œuvre et du Travail, il serait possible de leur démontrer le succès qu'avaient connues les tentatives d'emploi des Indiens dans le Nord, ce qui pourrait en retour donner lieu à une meilleure compréhension de la façon dont les industries œuvrant dans le Nord pourraient davantage faire appel à la main-d'œuvre indienne.

Il est amusant de constater que pour la plupart des grands aménagements du Nord canadien, dans les territoires ou dans les régions septentrionales des provinces canadiennes, la main-d'œuvre, dans une proportion de 90 à 95 p. 100, ait dû être importée du Sud à grands frais. Les entreprises en question doivent dépenser des sommes astronomiques pour ce personnel alors qu'il se trouve souvent dans le voisinage immédiat des Indiens sans travail.

Maintenant comme alors, je trouve que si nous arrivions à convaincre les directeurs et les contremaîtres des entreprises que les Indiens savent très bien s'adapter aux industries implantées dans le Nord, et que des travailleurs qui restent au service des mêmes entreprises pendant des années y trouvent leur profit aussi bien que leurs employeurs, sans doute cela en inciterait-il d'autres à fournir de bonne grâce du travail aux Indiens et à leur confier les tâches de plus en plus nombreuses et variées qui s'offrent dans le Nord depuis 10 ou 12 ans, mais dont les Indiens ont jusqu'ici été exclus dans une large mesure.

Quel a été le résultat de ma demande, monsieur l'Orateur? On m'a fait parvenir une lettre bien polie. Depuis ce temps-là, j'ai présenté des demandes à ce sujet à tous les ministères des Affaires indiennes. J'ai aussi posé des questions à ce sujet à la Chambre au moins huit ou dix fois. Cependant, il y a toujours un taux de chômage de 50 p. 100 chez les Indiens. Ma proposition est aussi valable maintenant qu'elle l'était à l'époque.

Depuis ce temps-là, beaucoup de gens ont manifesté leur appui pour mon idée. En 1969, le comité des affaires indiennes de la Chambre a formulé la recommandation suivante, que j'aimerais consigner de nouveau au compte rendu afin de la rappeler aux députés:

Le Comité recommande instamment la tenue de conférences régionales qui réuniraient tous les éléments capables de résoudre le problème du chômage. Les conférences réuniraient entre autres des représentants des agences et ministères fédéraux et provinciaux directement intéressés, des représentants des syndicats et des industries implantées